Abo **Genève internationale**

# À l'OIT, les employés font du bruit pour sauver leurs postes

Sirènes et discours polyglottes résonnent. Les syndicats disent avancer des alternatives aux coupes, mais peinent à se faire entendre. Berne négocie un soutien financier, mais pose ses conditions.



**Marc Bretton**
Publié aujourd'hui à 07h06




La manifestation a débuté au rez-de-chaussée avant de monter à l'étage.
DR




Des hourras, des sirènes, des discours polyglottes dans les couloirs de l'Organisation internationale du travail (OIT), mardi à Genève.

Encadrant l'entrée de la grande salle de réunion au premier étage, les portraits des vénérables directeurs généraux de l'OIT n'ont pas dû souvent voir ce spectacle: une manifestation d'employés mécontents à l'occasion d'une réunion de direction.

## Très mauvaise passe

C'est que l'organisation, chargée de promouvoir la justice sociale, les droits de l'homme et les droits au travail dans le monde, traverse une mauvaise passe. Alors qu'elle s'apprête à choisir son nouveau directeur, des licenciements se profilent en lien avec la baisse des contributions des membres. Un plan d'économie est en cours. Il prévoit 20% de dépenses en moins, «avec notamment 135 millions sur le personnel», déplore Yves Defferrard, représentant des syndicats (CGAS, Unia, USS, un syndicat international de l'industrie ainsi que la CGT).

Si elle était appliquée, la mesure entraînerait au moins 120 licenciements, mais en réalité, on serait à plus de 276 postes supprimés. D'où la manifestation, dont le succès est aussi lié à l'incertitude entourant le projet à long terme de l'institution, explique Rosina, employée depuis huit ans.

La frustration du personnel est d'autant plus grande qu'un rapport élaboré par les partenaires sociaux propose des alternatives, «mais il ne semble pas avoir été pris au sérieux par une direction qui se comporte comme une multinationale», constate Yves Defferrard.




Les gens derrière les numéros: action syndicale menée à l'OIT, ce mardi 10 novembre.

DR

## Un invité surprise: la Mission suisse

Les syndicats ne sont pas seuls à s'inquiéter. Mardi matin, un invité spécial participait à la conférence de presse organisée par la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS): un représentant de la Mission suisse ↗. Une présence remarquable vu la retenue historique de cette organisation chargée de représenter les in-

térêts et les valeurs de la Suisse auprès des organisations internationales. «La Suisse, fait savoir Samir Yeddes, conseiller à la mission, est très préoccupée par la situation financière de l'OIT et par les processus en cours en son sein. Il ne nous semble pas qu'il règne une transparence optimale au vu des enjeux.»




Genève, le 10 novembre. Communauté genevoise d'action syndicale: conférence de presse sur les licenciements à l'OIT. Avec, de gauche à droite sur la photo, Samir Yeddes (Mission suisse), Mireille Senn (CGAS) et Yves Defferrard (Unia).
LAURENT GUIRAUD/TAMEDIA

Le représentant suisse explique que la Confédération négocie avec la direction de l'OIT des aides qui permettraient à la structure d'économiser 2,5 millions. «En échange, l'organisation devrait toutefois s'engager à maintenir dix ans son siège et les emplois à Genève», souligne-t-il. On comprend à demi-mot que les discussions ne vont pas toutes seules.

Autre élément, Yves Defferrard affirme que des contacts ont été pris avec le Canton pour décrocher une aide cantonale, mais que le manque de réactions de la direction de l'OIT a mis fin aux discus-

sions. «Les mesures suisses et genevoises combinées auraient pourtant permis de limiter le déficit et les licenciements», regrette-t-il.

## Profonde restructuration en cours

L'OIT n'est pas la seule organisation à souffrir en ce moment. Plus de 2800 postes, soit 9% des effectifs, ont été supprimés au sein des organisations internationales genevoises, ONG non comprises, depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, expliquait fin septembre le Département fédéral des affaires étrangères ↗ (DFAE).

En fin de contrat, la situation des employés licenciés du monde international est délicate: les collaborateurs des Nations Unies ne cotisant pas au chômage n'ont pas droit aux indemnités. Le licenciement entraîne également la perte du permis de travail et une obligation de quitter le territoire sous deux mois, six pour un ressortissant européen.

D'autres postes ont encore été supprimés dans le monde par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) ou l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Pour limiter les dégâts, la Suisse avait mis près de 270 millions de francs sur la table, tandis que le Canton et la Fondation Wilsdorf ajoutaient 50 millions, via la Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale.

NEWSLETTER

**«L'actualité en bref, le soir»**
Chaque soir, retrouvez notre sélection de ce qui fait l'actualité dans votre canton, en Suisse et dans le monde.
Autres newsletters

✓ Inscrit

**Marc Bretton** est journaliste à la Tribune de Genève. Il a travaillé au sein de la rubrique nationale et suit les questions politiques et économiques pour la rubrique genevoise depuis 2004. Plus d'infos
@BrettonMarc

Vous avez trouvé une erreur? Merci de nous la signaler.

1 commentaire